bruno manser fonds

respectons la forêt tropicale

Penan Peace Park: des perspectives d'avenir dans la forêt pluviale

tong tana

www.bmf.ch

Penan Peace Park: des perspectives d'avenir dans la forêt pluviale

Annina Aeberli

Avec le Penan Peace Park, les Penan présentent une vision durable pour les forêts pluviales de Malaisie, qui allie protection des forêts et développement autodéterminé.

C'est rempli de fierté que Bilong Oyoi, ami de longue date de Bruno Manser et chef de Long Sait, se souvient de la présentation du Penan Peace Park (parc des Penan pour la paix) dans le bâtiment du Parlement du Sarawak. Lui et ses amis du haut Baram ont montré au monde comment ils souhaitaient protéger leur forêt pluviale à l'avenir et simultanément ouvrir des perspectives économiques pour leurs villages. Ils ont réussi à présenter une vision d'avenir au grand public de la ville, bien loin de chez eux dans la forêt, et à tenir tête au gouvernement du Sarawak.

L'apparition publique leur a demandé beaucoup de courage et de détermination. Les 13 représentants des 18 villages penans qui forment le Penan Peace Park ont eu besoin de 13 jours pour parvenir de leurs villages du haut Baram jusqu'à Kuching, la capitale du Sarawak. Ils se sont déplacés à pied, en bateau et en voiture durant des heures, afin de rejoindre Miri, la prochaine ville sur la côte. Après une courte nuit sur place, 16 heures de bus les attendaient pour se rendre à Kuching. Ce n'est qu'ensuite que débutaient les véritables préparatifs pour le grand jour.

Durant quatre jours d'entretiens intensifs soutenus par le Bruno Manser Fonds, les chefs Penan ont préparé leur apparition. Ils ont débattu longuement pour savoir qui ferait la présentation. Le maniement du logiciel PowerPoint, autre défi de taille, a dû être longuement exercé.

C'est très nerveux que les Penan, le mardi 22 mai, ont pénétré le bâtiment du Parlement à Kuching, où ils comptaient, ainsi qu'annoncé, parler de leur projet dans la forêt pluviale, le Penan Peace Park. Au lieu d'être accueillis à bras ouverts comme ils l'espéraient, ils ont rencontré une forte résistance. Les banderoles qu'ils transportaient leur ont été confisquées par les agents de la sécurité et les Penan ont été retenus pendant plus de deux heures. Deux heures à se demander si cela en était fini de la présentation. «Pourquoi nous éconduit-on de la sorte?» se demandaient-ils. L'heure avançant, la tension montait.

Finalement, grâce à l'intervention des politiciens d'opposition Baru Bian et See Chee How, les portes du hall de conférence se sont finalement ouvertes. Là, 50 personnes les attendaient. C'est Gayut Lim, de Long Lamai, qui géré le PowerPoint pendant





que Ngedau, un habitant de Long Kerong, expliquait que le Penan Peace Park veut protéger une superficie équivalant à la taille du canton de Fribourg et ouvrir des perspectives économiques à ses habitants. Actuellement, 60 % de la superficie du parc est encore couverte de forêts primaires intactes. Depuis sa fondation en 2009, les Penan ont travaillé à donner forme à cette vision, leur permettant à ce jour de présenter 16 projets concrets dans les domaines de la préservation du patrimoine culturel, de la protection de la nature et du développement économique ou institutionnel.

Dans son allocution finale, Bilong Oyoi a souligné le fait que les Penan souhaitaient aussi un développement, mais que celui-ci devait être autodéterminé et basé sur une forêt pluviale saine. Il a proposé au gouvernement, au nom des 18 villages du haut Baram, un partenariat dans la réalisation du Penan Peace Park.

Malheureusement, bien qu'ayant tous été invités personnellement par les Penan, qui ont par ailleurs demandé une entrevue avec le vice-ministre de l'environnement, ni le Premier ministre Taib Mahmud, ni un quelconque autre ministre, pas même un parlementaire du parti gouvernemental n'ont daigné participer à la présentation. Seuls les journalistes et les politiciens d'opposition ont prêté une oreille attentive aux Penan. Le gouvernement s'était déjà distancié clairement du projet dans des déclarations précédentes. Le directeur des forêts avait rejeté le Penan Peace Park sur les motifs que «les Penan n'ont pas demandé d'autorisa-

tion auprès des organes gouvernementaux compétents et que les superficies concernées avaient déjà été attribuées à des groupes forestiers».

Toutefois, même la position de rejet du gouvernement n'a pas réussi à gâcher l'ambiance festive des Penan. Ils sont très fiers de leur présence professionnelle et forte, et heureux de l'issue de la journée. Ils ont démontré au Sarawak, mais aussi à la Malaisie toute entière, qu'ils sont en mesure de gérer eux-mêmes leur avenir et ne craignent pas non plus une présentation PowerPoint pour défendre leur forêt pluviale et leur avenir. Ce jour-là, les Penan sont unanimes, ils ont remporté un beau succès.



Le concept du Penan Peace Park

En 2009, 18 villages du haut Baram se sont réunis afin d'entreprendre quelque chose en commun contre les menaces pesant sur leur forêt que sont la déforestation et les plantations. C'était la naissance du Penan Peace Park, un parc d'une superficie de 1630 km2 dans la forêt pluviale, dont les principes sont la protection de la forêt pluviale, le respect des droits coutumiers des Penan, mais aussi le droit à l'autodétermination et au développement économique durable.

Depuis la fondation du parc en 2009, les Penan et le Bruno Manser Fonds n'ont eu de cesse de travailler à son développement. C'est un projet communautaire rassemblant tous les villages et toutes les générations. De nombreuses rencontres et discussions ont eu lieu entre les villages et au sein des villages. De ces efforts est née une proposition constructive de 16 projets concrets dans quatre domaines distincts:

- Préservation du patrimoine culturel: les Penan souhaitent s'engager pour la documentation de leur langue et de leur savoir traditionnel afin de préserver leur culture.
- Protection de la nature: les Penan disent clairement qu'ils ont besoin de la forêt pluviale primaire pour vivre et font ainsi référence aux forêts anciennes à forte biodiversité.
 Ils accordent donc une grande valeur à préserver et à défendre les surfaces encore existantes. Cependant, les forêts plus

jeunes, dites secondaires, jouent un rôle important et doivent pouvoir se régénérer grâce à une gestion appropriée et à des pratiques agricoles durables.

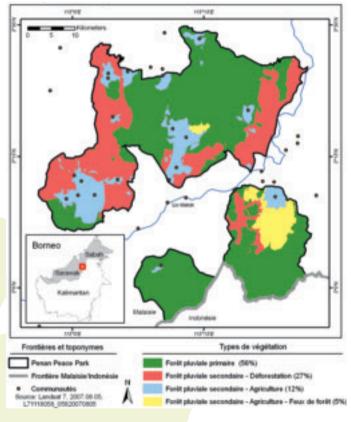
- Développement économique: une exploitation durable de la forêt pluviale n'est possible que pour autant qu'elle fournisse des sources de revenus comme un tourisme géré de façon communautaire et des produits de la forêt qui offrent une réelle alternative à l'économie de déforestation et de plantations.
- Développement institutionnel: un Penan Peace Park fort requiert des institutions fortes à l'échelon villageois, qui doivent être soutenues de manière ciblée.

Le projet du Penan Peace Park n'est pas uniquement novateur pour les Penan qui, pour la première fois de leur existence, ont élaboré un plan de développement commun pour leur avenir, mais il symbolise également une vision alternative pour le Sarawak, un État partiel de Malaisie, trop connu pour ces crimes environnementaux et le non-respect des droits de sa population autochtone. Le Penan Peace Park voit le jour pour démontrer qu'il est possible de concilier protection de l'environnement, perspectives économiques et conscience forte de la culture et de la tradition.

L'ébauche complète du projet et d'autres informations en ligne sur: www.penanpeacepark.org



Types de végétation dans le Penan Peace Park



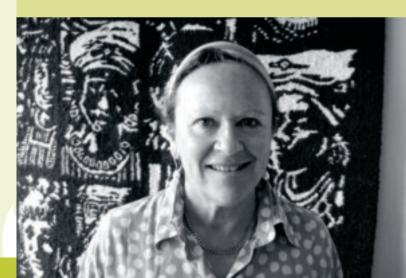
Plainte contre UBS

Fin mai, le Bruno Manser Fonds a déposé une plainte devant le Ministère public zurichois contre UBS SA pour blanchiment d'argent. Les fonds incriminés provenaient de la corruption impliquant le dirigeant malais Musa Aman. Celui-ci est le chef de l'État malais de Sabah, sur l'île de Bornéo, et frère du Ministre malais des affaires étrangères Anifah Aman. On lui reproche de s'être enrichi illégalement au détriment de la déforestation des forêts tropicales humides à Sabah et d'avoir blanchi plus de 90 millions de dollars US via des comptes UBS. Musa Aman est client d'UBS depuis 1999 et possédait des comptes auprès d'UBS à Zurich et à Hong Kong. Le Bruno Manser Fonds reproche à UBS d'avoir enfreint ses obligations de diligence dans les transactions avec des personnes exposées politiquement (PEPs).

La juriste bâloise et professeure de droit Monika Roth a déposé la plainte contre UBS sur mandat du Bruno Manser Fonds. Elle se fonde sur le rôle de la banque dans le blanchiment d'argent. Tong Tana s'est entretenu avec la juriste engagée.

Monika Roth

Prof. Dr iur. Monika Roth (60) est avocate à Binningen (BL), professeure à la Haute école de Lucerne et vice-présidente du Tribunal pénal de Bâle-Campagne. Elle a étudié le droit à l'Université de Bâle et suivi la Swiss Banking School. Suite à cela elle a travaillé à l'Association suisse des banquiers. Bâloise de naissance, elle est mariée à Rolf Roth, son associé dans le cadre de l'étude Roth-Schwarz-Roth. Au printemps 2012, elle a publié son dernier livre sous le titre: Kompetenz und Verantwortung: Non-Compliance als strategisches Risiko (Dike Verlag, Zurich / St-Gall).



«Pour moi, le cas Musa Aman est grave»

Interview: Lukas Straumann

Tong Tana: Madame Roth, vous avez déjà été en Malaisie et avez pu admirer les forêts pluviales de Bornéo à Sabah. Comment avez-vous réagi lorsque vous avez appris qu'UBS aurait vraisemblablement accepté des millions provenant de pots-de-vin en relation avec les défrichages à Sabah?

Monika Roth: J'étais profondément choquée et très touchée, pour deux raisons. D'une part, je me souviens très bien de ce voyage, des magnifiques forêts pluviales et des animaux que nous avons vus: nasiques, éléphants pygmées de Bornéo, oiseaux somptueux et beaucoup d'autres encore. D'autre part, je me suis souvenue qu'alors, c'était il y a cinq ans, l'industrie de l'huile de palme et les défrichages ne passaient déjà pas inaperçus.

Musa Aman, le chef du gouvernement de Sabah, aurait lui-même possédé un compte auprès d'UBS à Zurich. La banque ne devrait-elle pas être intriguée lorsque des millions transitent par le compte d'un politicien d'un pays émergeant?

Fondamentalement, les banques doivent toujours poser la question d'où vient l'argent des personnes exposées politiquement, les fameux PEPs. L'essence de cette réglementation

PEPs est justement qu'il est interdit d'accepter des avoirs provenant de la corruption ou du pillage des caisses étatiques. Et cette interdiction vaut depuis des décennies.

Une grande partie des transactions avec les entremetteurs de Musa Aman a eu lieu via les filiales UBS à Singapour et à Hong Kong. UBS peut-elle répondre pénalement en Suisse d'un blanchiment d'argent perpétré à l'étranger?

Oui, dans certaines conditions, elle peut devoir répondre, et ce lorsque les infractions suspectées ont également des répercussions en Suisse. C'est de toute évidence le cas ici, puisque Musa Aman possédait un compte à Zurich. En outre, UBS est un groupe et donc une entreprise au sens du Code pénal suisse. Elle doit maîtriser ses contrôles dans le monde entier.

Comment évaluez-vous le cas Musa Aman, comparé à d'autres cas de transactions de banques suisses avec des dirigeants?

Pour moi, le cas Musa Aman est grave, car les débats sur les transactions en relation avec l'argent des dirigeants ont plus de 30 ans et parce que les règles sont absolument claires. C'est également grave, car en tant que place financière nous avons déjà été pris à parti dans de telles histoires au tournant du siècle et que, dans le cas qui nous occupe, il était clair de qui il s'agissait.

Le Ministère public zurichois a transmis le cas UBS / Musa Aman au Ministère public fédéral. Quelles sont les prochaines mesures que vous attendez maintenant de cet organe?

À l'heure actuelle, la plainte se situe en examen préliminaire. J'attends du Ministère public qu'il décide sans délai de l'ouverture d'une procédure pénale, ce dont le Bruno Manser Fonds sera informé.

Quel résultat souhaitez-vous obtenir d'une procédure pénale contre UBS dans le cas Musa Aman?

J'attends de l'investigation qu'elle étudie sérieusement les griefs formulés, justifie et présente de manière crédible pourquoi soit elle clôt la procédure, soit elle procède à une inculpation. Sur la base des actes présents et compte tenu des informations que je possède, je pense qu'une procédure sera ouverte. Je tends à penser qu'il y aura une condamnation pour manquement à l'obligation de diligence dans les transactions financières et à la responsabilité de l'entreprise en raison de blanchiment d'argent.

Merci beaucoup, Madame Roth, pour cet entretien très instructif. ■



Les festivités d'anniversaire

Le 12 mai, le Bruno Manser Fonds a fêté ses 20 ans à la Scala de Bâle, avec des invités venus de Suisse et de l'étranger.

«Nous vous disons à tous un grand merci de nous avoir témoigné votre amitié depuis des décennies et de nous avoir apporté des projets, des toits, des conduites d'eau, des écoles et des médecins. Nous souhaitons pouvoir continuer à profiter de tout cela et espérons que vous ne nous oublierez pas.» C'est sur ce message filmé des Penan exprimé par Ketua Baru, de Long Gita, qu'ont démarré les festivités.

Près de 400 personnes ont suivi la rétrospective des 20 ans du Bruno Manser Fonds. Ils y ont été menés tout au long par les amis de Bruno que sont Kaspar Müller, le représentant des héritiers de Bruno, et Mutant Urud, un Malais vivant aujourd'hui en exil. La manifestation était égayée par des représentations du rappeur Greis, du poète slam Laurin Buser et d'un théâtre d'improvisation des Impronauten.

En début de manifestation, le Conseiller d'État Christoph Eymann, directeur de l'éducation de Bâle-ville, a fait référence au destin des Penan et au rôle du Bruno Manser Fonds: *«La*

destruction de la forêt pluviale dans l'État malais du Sarawak est une catastrophe écologique, mais aussi culturelle, scandaleuse. Le mode de vie ancestral des Penan n'est plus compatible avec l'exploitation industrielle brutale de leur habitat. Je suis autant impressionné qu'heureux de constater que le Bruno Manser Fonds a formulé des objectifs très réalistes: il ne veut en effet pas empêcher le développement et les changements chez les Penan. C'est bien d'un développement raisonnable, équitable et sans destruction irréversible de l'environnement, de la société et de la culture dont il est question. L'association nous montre que cela nous concerne tous un peu et que nous y portons notre part de responsabilité.»

Outre Christoph Eymann, Roger Graf et John Künzli, des compagnons de route de Bruno Manser, ainsi que la famille Manser ont parlé de la motivation de Bruno et fourni quelques anecdotes de sa vie. Quant à Lukas Straumann, directeur actuel du Bruno Manser Fonds, il a repris une partie du discours prononcé par Bruno Manser en 1991 lors de la fondation de l'association: «La situation au Sarawak s'est empirée. Si cela continue ainsi, il n'y aura plus aucune forêt primaire dans 6 à 7 ans; la situation est désespérée si rien ne se passe à l'extérieur du Sarawak. En 2000 au plus tard, il n'y aura plus d'arbres à abattre.»

Si aujourd'hui, en 2012, il reste encore des forêts pluviales primaires, c'est d'une part aux Penan qu'on le doit, mais aussi à Bruno Manser et au Bruno Manser Fonds. Sur ce point, tout le monde était d'accord: les Penan présents, l'avocat pour les droits territoriaux et politicien d'opposition Baru Bian, la conseil-lère nationale Maya Graf ainsi que Clare Rewcastle, journaliste britannique et productrice des projets médiatiques Sarawak Report et Radio Free Sarawak. Celle-ci s'est d'ailleurs exprimée ainsi: «Je suis convaincue que sans cette petite organisation très engagée il n'y aurait aujourd'hui aucun espoir pour l'avenir des forêts pluviales menacées mais ô combien précieuses du Sarawak. Grâce au Bruno Manser Fonds, l'espoir existe. "

Le Bruno Manser Fonds remercie cordialement toutes les personnes et les entreprises qui ont soutenu l'anniversaire au moyen d'une contribution, grande ou petite, ou par leur présence à la fête ou par un autre geste. Cela nous a beaucoup motivés et renforcés dans le fait que notre travail pour la protection des forêts pluviales tropicales du Sarawak était juste.







Une voix des Penan pour l'anniversaire du BMF: souhaits de bienvenue de Menyit Along de Long Gita

«Il y a bien des années de cela, nous avons rencontré Bruno, puis lutté ensemble pour notre pays. Si les gens du Bruno Manser Fonds n'avaient pas été là, nous n'aurions aujourd'hui plus de forêt comme celle-ci, la forêt primaire de nos ancêtres.

Nous vous disons merci! Quand vous venez chez nous, c'est comme un signe, comme la lumière du jour. Il y a cependant aussi des signes qui nous apportent l'obscurité: les gens des compagnies forestières, qui détruisent la forêt et notre base existentielle.

Nous espérons que nous pourrons rester ensemble, lutter ensemble, protéger la forêt ensemble, si bien qu'elle restera à jamais comme elle est maintenant, et que les compagnies forestières ne pourront pas la détruire. Ce sont là nos espoirs.

Jadis, nous n'avions pas besoin de maison et vivions dans la forêt primaire. Nous pouvions produire du sagou, chasser, récolter des fruits et du bois de santal. C'était notre mode de vie traditionnel.

Aujourd'hui nous avons besoin de maisons, car nous avons des problèmes avec les bûcherons. Si vous pensez à nous et voulez nous aider: nous avons besoin de tôles de toiture et serions heureux si vous pouviez nous en amener, ainsi que des moteurs pour nos pirogues, ou des générateurs. Si c'était possible, alors nous vous disons d'ores et déjà merci!»



Nouvelles brèves

6000 Suisses contre les barrages dans la forêt pluviale de Bornéo

Le 14 mars dernier, le Bruno Manser Fonds a organisé une manifestation devant les bâtiments de l'ONU à Genève. Il en allait de protester contre les plans du gouvernement malais, lequel prévoit douze nouveaux barrages dans la forêt pluviale de Bornéo. Suite à la manifestation, une pétition munie de 6000 signatures a été remise à l'ambassade malaise auprès de l'ONU, exhortant les autorités de renoncer aux



projets dévastateurs de barrages hydroélectriques dans l'État malais du Sarawak, à Bornéo. L'action a eu lieu dans le cadre de la journée internationale pour les rivières. Plus de 50 actions ont été organisées dans 30 pays ce jour-là.

Une coalition d'ONG demande des sanctions contre la Malaisie

Dans un courrier adressé au Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, 21 organisations non gouvernementales (ONG) issues de neuf pays exigent des sanctions contre la Malaisie en raison de non-application des conventions de l'ONU contre la corruption (UNCAC) et contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC). La revendication a été déposée le 4 juin à la faveur d'une manifestation devant les bâtiments de l'ONU à Vienne.

À l'origine du scandale se situe la protection politique que la Malaisie fournit au dirigeant Taib Mahmud, chef du gouvernement du Sarawak depuis 1981, ministre des finances et ministre des ressources naturelles, qui contrôle de manière dictatoriale la politique et l'économie de l'État malais et s'est enrichi de façon colossale grâce aux défrichages systématiques des forêts pluviales sur l'île de Bornéo.

Les Malais en exil descendent dans la rue pour la démocratie

Environ 100 Malais en exil de Suisse ont manifesté pacifiquement le samedi 28 avril sur la Paradeplatz à Zurich et devant l'ONU à Genève pour demander davantage de démocratie et une réforme du système électoral malais. Les participants se solidarisent avec la manifestation «Bersih 3.0» organisée dans la capitale malaise de Kuala Lumpur. Selon les organisateurs, environ 80'000 personnes y auraient participé. La police de Kuala Lumpur s'est dressée contre les manifestants au moyen de gaz lacrymogènes et de canons à eau,

empêchant ainsi un sit-in prévu sur la place de l'indépendance au centre-ville («Dataran Merdeka»).



90 % des participants à Zurich et à Genève étaient des Malais vivant en Suisse – professionnels ou étudiants – qui exprimaient de la sorte leur mécontentement face au système politique en vigueur dans l'État du sud-est asiatique dirigé de manière autoritaire. «Nous, Malais vivant dans les démocraties occidentales comme la Suisse, voyons dans quelle mesure les processus politiques sont équitables et transparents ici», a fait savoir au Bruno Manser Fonds Bala Chelliah, président de l'Association Suisse-Malaisie. «Cela éveille en nous l'attente de voir naître chez nous aussi des standards semblables.»

Enfin de nouveau disponible: le journal de Bruno Manser en version allemande au format E-Book



En 2004, les Éditions Christoph Merian et le Bruno Manser Fonds avaient publié en commun le recueil du journal de Bruno Manser dans une édition imprimée en 4 volumes. Il avait fallu rééditer trois fois l'ouvrage, finalement 10'000 exemplaires avaient été écoulés.

Aujourd'hui, il est enfin à nouveau disponible, au format E-Book. Afin de pouvoir conserver la mise en page, l'édition a été conçue exclusivement pour les applications Apple et en premier lieu pour l'iPad. L'E-Book peut être obtenu dans les Apple iBookStore au prix de CHF 48.- / Euro 39.99.



Impressum

Dans la langue des Penan de la forêt pluviale du Sarawak (Malaisie), «Tong Tana» signifie «dans la forêt».

Éditeur: Bruno Manser Fonds

Association pour les peuples de la forêt pluviale

Socinstrasse 37, CH-4051 Bâle Téléphone +41 61 261 94 74

Courriel: info@bmf.ch Internet: www.bmf.ch

Rédaction: Lukas Straumann, Annina Aeberli

Images: BMF, Claude Giger Traduction: Gaïa traductions Graphisme: moxi ltd., Bienne Impression: Gremper AG, Bâle

Production et expédition: WBZ, Reinach BL

Imprimé sur du papier 100% recyclé

(Lenza Top Recycling).

Envoi des dons: Postfinance, compte 40-5899-8

ou Banque Coop, CH-4002 Bâle compte 421329.29.00.00-5

IBAN: CH8808440421329290000

SWIFT: COOPCHBB